

L'Algérie face à l'Union européenne et ses lobbys

Par [Ahmed Bensaada](#)

Mondialisation.ca, 05 décembre 2020

ahmedbensaada.com 1 décembre 2020

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

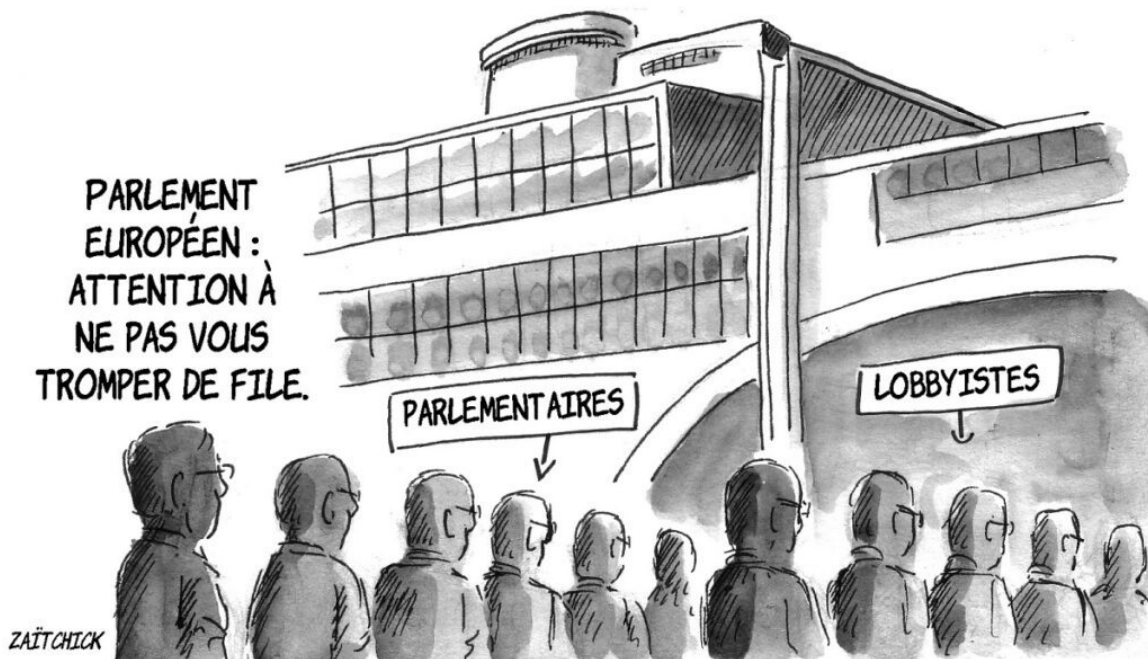
Thème: [Désinformation médiatique,](#)

[Histoire et Géopolitique](#)

Analyses: [LE MAGHREB](#)

Des milliers de lobbyistes arpentent les couloirs des différentes institutions de l'Union européenne, s'affairant à défendre les intérêts des milieux d'affaire, mais aussi ceux d'organismes œuvrant dans les domaines des « Droits de l'Homme » et de la « l'exportation de la démocratie ».

Par définition, les lobbys sont des groupes d'influence, de pression ou d'intérêts qui ont pour fonction d'influencer les décisions des femmes ou hommes politiques.



Comme on peut s'y attendre, ce « travail » ne peut pas se faire sans dérive. Une récente [enquête](#) portant sur les rapports financiers d'une de ces institutions a en effet montré comment elle était fortement infiltrée financièrement par certaines ONG influentes. Celle qui a le [plus attiré l'attention](#) est très certainement l'Open Society Foundations (OSF) du milliardaire américain (d'origine hongroise), George Soros. Cette fondation avait aussi défrayé la chronique en publiant une [liste de ses « alliés fiables »](#) au Parlement européen (2014-2019). Dans un [article](#) publié en 2017 par RT, on pouvait lire : « Sous forme de répertoire, la fondation de George Soros recense en effet les décideurs, députés et dirigeants européens en fonction de leur adhésion aux idéaux de la « société ouverte » (Open Society)[...]. Ce document recense 226 parlementaires (sur 751) considérés comme susceptibles de soutenir les valeurs de la « [société ouverte](#) », la [richissime](#) fondation.

Parmi ses différentes activités, l'OSF s'implique activement dans la promotion de la démocratie. Dans ce domaine, elle travaille de concert avec de nombreuses organisations américaines spécialisées dans l'« exportation » de la démocratie comme la National Endowment for Democracy (NED), la United States for International Development (USAID) et Freedom House.

Il est de notoriété publique que l'OSF a été très impliquée, avec ces organisations, dans les [révolutions colorées](#) et le « [printemps](#) » arabe.

Cela explique pourquoi elles sont considérées comme indésirables dans de nombreux pays, [particulièrement en Russie](#).

Mais que vient faire l'Algérie dans tout cela?

En fait, jeudi dernier, la blogosphère a servi de boîte à écho à une nouvelle intéressante : une [résolution du Parlement européen](#) contre l'Algérie. Encore une autre, vous allez me dire. Non, celle-là n'était pas uniquement intéressante par ses menaces à peine voilées, on en a eu l'habitude avec d'autres pays « colorés » ou « printanisés ».

Ce qui attire l'attention, ce sont les seize organismes signataires de la [déclaration commune](#) (en trois langues) qui a été largement diffusée dans les médias sociaux à la suite de l'adoption de la résolution. Les voici :

1. Human Rights Watch
2. Amnesty International
3. Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH)
4. Reporters Sans Frontières (RSF)
5. CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation citoyenne
6. Article 19
7. EuroMed Droits
8. Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme (LADDH)
9. Collectif des familles de disparus en Algérie (CFDA)
10. Syndicat National Autonome des Personnels de l'Administration Publique (SNAPAP)
11. Confédération générale autonome des travailleurs en Algérie (CGATA)
12. Action pour le Changement et la Démocratie en Algérie (ACDA)
13. Riposte Internationale
14. Forum de solidarité euro-méditerranéen (FORSEM)
15. Institut du Caire pour les études des droits de l'homme (CIHRS)
16. Cartooning for Peace

De prime abord, cette liste semble très hétéroclite. Que viennent faire, par exemple, un institut cairote et une ONG sud-africaine (CIVICUS) dans les affaires politiques algériennes? Pourquoi pas un organisme du Bhoutan ou du Belize?

Pour répondre à cette question, intéressons-nous à chacun de ces seize organismes et les liens qui les unissent.

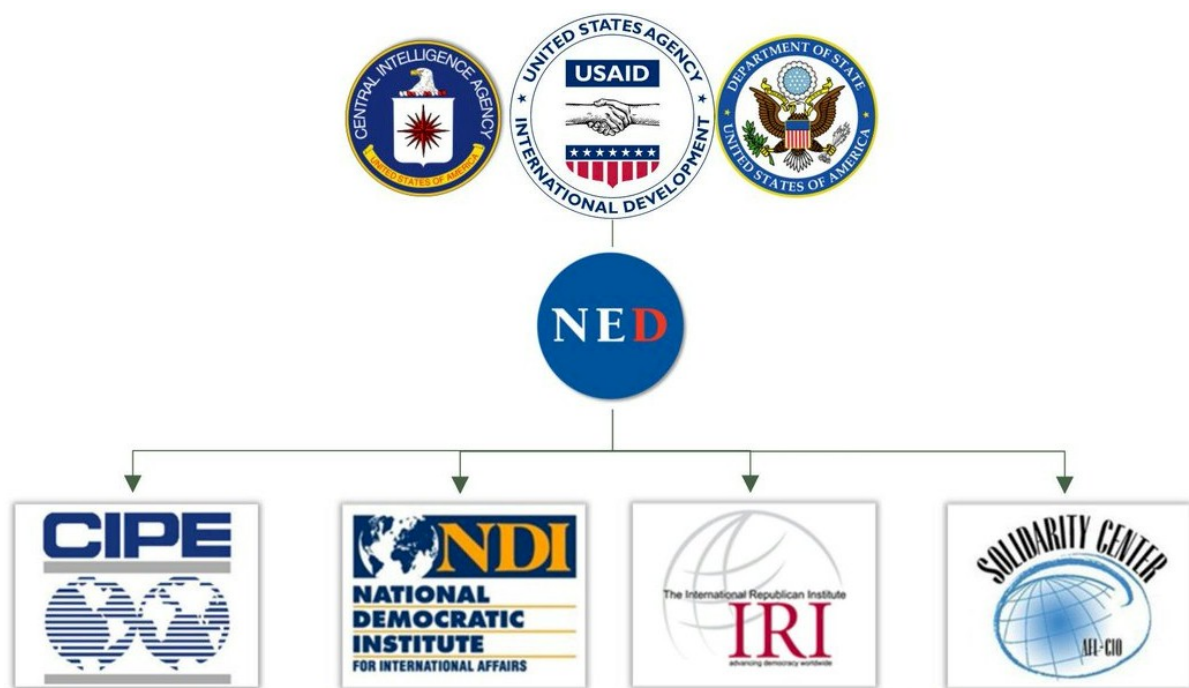
Commençons par les sept premiers de la liste. Ils ont tous un [statut de lobbyiste](#) auprès de l'Union européenne et sont tous [financés par l'OSF](#) (elle-même lobbyiste).

À noter que RSF et CIVICUS sont aussi financés par la NED. La palme du financement « démocratique » revient certainement à l'ONG sud-africaine qui reçoit aussi des subventions de Freedom House et l'USAID en plus de celles du Département d'État américain.

Très actives dans le Hirak, les cinq organisations suivantes (8 à 13) sont toutes algériennes. La LADDH et le CFDA sont (ou ont été) [financés par la NED](#).

D'autre part, les organisations syndicales SNAPAP et CGATA sont dirigés par un activiste dont les accointances avec la centrale syndicale américaine AFL-CIO (Solidarity Center) sont connues, comme peuvent en témoigner ces [deux lettres](#).

Rappelons que le Solidarity Center est un des quatre satellites de la NED tout comme le National Democratic Institute (NDI), l'International Republican Institute (IRI), et le Center for International Private Enterprise (CIPE).



Il est important de souligner que le NDI et l'AFL-CIO sont eux-aussi des [lobbyistes](#) à l'Union européenne.

Une autre information intéressante : La LADDH, le CFDA et le SNAPAP sont tous les trois [membres réguliers](#) d'EuroMed Droits.

L'ACDA et Riposte internationale sont des ONG très impliquées dans les rassemblements du Hirak qui se déroulent sur la place de la République à Paris.

Les relations de l'ACDA avec des ONG algériennes financées par la NED comme, par exemple, le [Rassemblement Actions Jeunesse](#) (RAJ) ou le CFDA ne sont plus à démontrer.

En septembre dernier, Riposte internationale a déposé [un rapport sur « les violations des libertés en Algérie »](#) auprès du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme. Son président qui se [déclare](#) comme « un des principaux initiateurs du Mouvement Culturel

Berbère (MCB) » est très présent sur Al Magharibia, la chaîne TV des militants de l'ex-FIS (Front Islamique du Salut).

Selon les informations qui figurent sur leur [site](#), le Forum de solidarité euro-méditerranéen (FORSEM) « est fondé par des militants associatifs et des universitaires solidaires des soulèvements populaires dont certains pays de la rive sud de la méditerranée sont le théâtre depuis fin 2010 ». Parmi les membres du Comité scientifique de ce Forum, on retrouve le sociologue algérien Lahouari Addi qui a [déclaré](#) en être le cofondateur. Est-il utile de préciser que [ce sociologue a été membre](#), pendant de nombreuses années, de l'« International Forum for Democratic Studies Research Council », le think tank de la NED?

Tout comme les trois ONG algériennes citées précédemment, l'Institut du Caire pour les études des droits de l'homme (CIHRS) est aussi associé à EuroMed Droits comme « membre régional ». Il est [financé par la NED](#) et collabore régulièrement avec l'[Open Society Foundations](#).

Lorsque le directeur et co-fondateur du CIHRS fut condamné par contumace en août dernier par un tribunal égyptien dédié aux « affaires terroristes », [un appel à la solidarité](#) a été émis par la FIDH. Il a été signé par la LADDH, le CFDA, le SNAPAP, la CGATA, l'ACDA, Riposte internationale, HRW, Amnesty International, la FIDH, CIVICUS, EuroMed Droits, soit onze des seize organismes qui ont applaudi la résolution du Parlement européen contre l'Algérie.

Solidarité financière, quand tu nous tiens!

En plus de ces signataires, on pouvait lire d'autres illustres noms : Issandr Amrani, directeur régional du programme MENA de l'OSF, Carl Gershman, président de la NED, Jeffrey Feltman, ancien sous-secrétaire d'État américain pour les affaires du Proche-Orient ainsi que quelques rescapés du Conseil National Syrien (CNS) comme Bassma Kodmani, Burhan Ghalioun ou Radwan Ziadeh, bien connus de la NED.

Le seizième organisme de notre liste est supposé faire la paix avec le rire. Il s'agit de Cartooning for Peace qui s'avère avoir une mission politique en Algérie. Cofondé par Plantu, le caricaturiste du journal Le Monde, Cartooning for Peace regroupe des dessinateurs de presse algériens, tels [Dilem](#) ou [Le Hic](#). Le rôle de ces derniers dans le Hirak n'est pas tellement différent des ONG algériennes dont il a été question auparavant. D'ailleurs, un [article détaillé](#) leur a été consacré.

Il ne faut pas oublier aussi que Le Monde [collabore](#), lui aussi, avec une des fondations Soros par l'intermédiaire de l'OSIWA (Open Society Initiative for West Africa).

Nous n'allons pas clore cette partie sans évoquer le nom de Mme Maria Arena, la Présidente de la Sous-commission des Droits de l'Homme du Parlement européen qui a été si [loquace sur la situation en Algérie](#) tout en encensant un des « ténors autoproclamés du Hirak » en la personne de M. Karim Tabbou. Il faut savoir que cette députée européenne fait partie des 226 parlementaires européens figurant dans la [liste des « alliés fiables »](#) de l'OSD !



[Cliquez sur l'image pour écouter la déclaration de Maria Arena](#)



Mapping

Reliable allies in the European Parliament (2014 - 2019)

 **KUMQUAT CONSULT**
for the Open Society European Policy Institute



ARENA Maria **BELGIUM**

S&D
Belgium (First mandate)

INTA **ACP**
FEMM (Coordinator)
EMPL

Background

- Councillor (2001-2008); Walloon minister for employment and training (2000-2003); federal minister with various portfolios (administration, social integration, large cities, equal opportunities) in 2003-2004; president of the French-speaking community in Belgium (2004-2008); national MP (2007, 2009-2010); senator (2010-2014); delegate to the OSCE Parliamentary Assembly (2010-2014).
- Interested in asylum issues; social dialogue and social justice; international trade (concerning TTIP, keen on S&D demands to guarantee social rights and scrap the ISDS); and gender equality.

Details

@ maria.arena@ep.europa.eu
☎ +32 2 284 56 90
✉ ASP 11 G 116
🌐 <http://twitter.com/Mariearenaps>

En ce qui concerne la résolution elle-même, on ne peut que s'étonner de la longueur du chapelet d'injonctions qui y figure. Mais il faut se rendre à l'évidence : cette résolution n'aurait jamais pu être écrite sans la complicité et l'étroite coopération avec des ONG algériennes délictueuses.

Il est donc logique de conclure que les ONG algériennes citées dans cet article, qui sont directement ou indirectement reliées à l'administration américaine ont collaboré avec des

organismes internationaux dont les fonds de commerce sont les « Droits de l'Homme » ou l'« exportation de la démocratie ». Ces organismes financés par l'OSF constituent une équipe de lobbying extrêmement efficace non seulement auprès du Parlement européen, mais aussi auprès de toutes les institutions européennes et internationales.

Cette résolution est donc par essence un travail de lobbying contre les intérêts de notre pays avec, malheureusement, la participation de certains Algériens.

Et contrairement à ce que pense M. Karim Tabbou et ses séides, la résolution du Parlement européen et la déclaration du Président Macron sont toutes les deux des ingérences caractérisées et inadmissibles dans les affaires nationales algériennes.

En politique, il n'y a que des intérêts et M. Macron et Mme Arena n'œuvrent que pour ceux de leurs pays. Par contre, en ce qui nous concerne, la terre de notre pays circule dans nos veines.

Et toute cette hyperactivité politique étrangère qui assaille notre patrie de tout bord, dont le Parlement européen n'est qu'un acteur parmi tant d'autres, n'a qu'un seul but : la « printanisation » de l'Algérie.

Ahmed Bensaada

Auteur du livre [Qui sont ces ténors autoproclamés du Hirak?](#)

Pour lire la deuxième partie : cliquez [ICI](#)

La source originale de cet article est [ahmedbensaada.com](#)
Copyright © [Ahmed Bensaada](#), [ahmedbensaada.com](#), 2020

Articles Par : [Ahmed Bensaada](#)

A propos :

Ahmed Bensaada est docteur en physique, enseignant, auteur et essayiste. Il est l'auteur de "Arabesque américaine : le rôle des États-Unis dans les révoltes de la rue arabe" (2011), premier livre publié sur le "printemps" arabe . Il est aussi coauteur de "La face cachée des révolutions arabes" (2012) et "Le développement économique de l'Algérie: expériences et perspectives" (2011). Ahmed Bensaada est aussi auteur de nombreux ouvrages pédagogiques pour l'enseignement des sciences. Il est lauréat, entre autres, du prix du Premier Ministre du Canada pour

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca